

France - Les femmes face au changement familial (1985)

FESTY Patrick, VALETAS Marie-France

Rapport généré le: April 28, 2022

Vous pouvez consulter notre catalogue de données sur:

<https://ses-nada.web.ined.fr/index.php>

Identifiant

IDENTIFIANT

IE0166

TITRE

Les femmes face au changement familial (1985)

TITRE TRADUIT

Effect on women of changing family patterns

PAYS

Nom	Code (ISO)
France	FR

RÉSUMÉ

En 1985 et déjà plus souvent qu'autrefois, les enfants étaient élevés dans un cadre familial autre que celui habituel d'un couple marié vivant avec ses propres enfants. Les enfants de parents divorcés constituaient, déjà à l'époque, une fraction de plus en plus importante de ces situations.

Par ailleurs et pour des raisons assez variées, les pensions alimentaires étaient souvent impayées ou irrégulièrement payées à l'ancien conjoint.

Le législateur avait déjà plusieurs fois pris des mesures coercitives pour en favoriser le recouvrement, mais elles conduisaient à des procédures judiciaires parfois coûteuses, lentes et complexes. Pour en faciliter l'accès au conjoint créancier, le Parlement avait donc voté une loi chargeant les Caisses d'Allocations Familiales de prendre en charge ces procédures. Un premier volet de la loi s'appliquant aux seules familles allocataires était entré en application dès 1985. Puis, l'année suivante, il était prévu que tout créancier d'une pension impayée au titre de ses enfants pourrait demander à la CAF de se substituer à elle pour ces démarches.

C'est dans le but de fournir aux CAF des informations utiles pour l'application de la loi que l'enquête "Les femmes face au changement familial" a été entreprise en 1985.

L'objectif principal de cette enquête était d'estimer le nombre des femmes qui désireraient faire appel aux CAF pour recouvrer les impayés, mais aussi d'observer pour quelles raisons et dans quelles circonstances les créancières répugnaient à se retourner contre leur ancien conjoint, renonçant ainsi aux ressources prévues pour couvrir les dépenses de leurs enfants. Ce pouvait être pour éviter une dégradation des relations avec le père de leurs enfants ? Mais peut-être aussi parce que leur ancien conjoint était insolvable en raison de la faiblesse de son salaire, d'une situation de chômage ou des charges d'une nouvelle famille ? Ce genre de problème ne pouvait se limiter à la "mauvaise foi" d'un débiteur récalcitrant, même s'il s'en trouvait qui répugnaient à remplir leurs obligations financières pour des enfants dont ils étaient quotidiennement séparés.

L'impuissance du législateur provenait donc de la grande complexité de situations, dont les composantes financières n'étaient que les éléments les plus apparents.

Mais prévoir le nombre des demandes n'est pas une mince affaire ; cela suppose de connaître le nombre de divorces jugés dans le passé et les caractéristiques familiales et économiques des personnes concernées. Or, en 1985, les statistiques de divorces présentaient en France des lacunes si graves qu'on ne connaissait même pas précisément le nombre de divorces jugés chaque année, ni celui des enfants concernés. De ce fait, on ignorait la proportion dans laquelle les divorcés s'étaient engagés dans une nouvelle vie de couple à la suite d'un remariage ou en union consensuelle, et la proportion dans laquelle ils avaient eu des enfants de cette nouvelle union.

Ces aspects sont pourtant et certainement assez déterminants du comportement à l'égard de l'ancien conjoint.

En résumé, l'enquête devait donc conduire à reconstituer la vie matrimoniale des divorcés dans l'après-divorce (en interrogeant des divorcés avec mais aussi sans enfants, pour une meilleure compréhension des évolutions).

TYPE DE DONNÉES

Données d'enquête

UNITÉ D'ANALYSE

Individu

Champ

THÈMES

Thèmes	Thésaurus	URL
1. Couples, famille, sexualité	Ined	Link
6. Genre, inégalités hommes-femmes	Ined	Link
Comportement social et attitudes	CESSDA Topic Classification	Link
Enfants	CESSDA Topic Classification	Link
Genre et rôles de genre	CESSDA Topic Classification	Link
Législation et systèmes juridiques	CESSDA Topic Classification	Link
Politique de protection sociale	CESSDA Topic Classification	Link
Services sociaux spécifiques : utilisation et disponibilité	CESSDA Topic Classification	Link
Vie de famille et mariage	CESSDA Topic Classification	Link

MOTS-CLEFS

Mots-clefs	Thésaurus	URL
Vie familiale	ELSST	Link
Rôles des genres	ELSST	Link
Égalité des sexes	ELSST	Link
Rôles des femmes	ELSST	Link
Rôles dans la famille	ELSST	Link
Femmes	ELSST	Link
Familles	ELSST	Link
Divorce	ELSST	Link

Couverture

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

France métropolitaine

UNIVERS

Femmes séparées ou divorcées depuis 1968 et après, âgées de 15 à 64 ans, qu'elles vivent au moment de l'enquête seules ou avec un nouveau conjoint

Producteurs et financeurs

EQUIPE DE RECHERCHE

Nom	Affiliation
FESTY Patrick	Ined
VALETAS Marie-France	Ined

PRODUCTEUR(S)

Nom

Institut national d'études démographiques

Institut national de la statistique et des études économiques

FINANCEUR(S)

Nom	Sigle
Caisse nationale d'allocations familiales	CNAF
Institut national d'études démographiques	Ined

Echantillonnage

PROCÉDURE D'ÉCHANTILLONNAGE

Probabiliste : grappe : aléatoire stratifié

L'enquête s'adresse aux femmes qui en 1982 :

- résidaient en métropole et ont répondu à l'Enquête Famille (réalisée en association au recensement sur une partie des districts, posée à 300 000 femmes de 15 à 64 ans)

- et se sont déclarées divorcées d'un premier ou dernier mariage depuis 1970 (année incluse) ou séparées de leur dernier conjoint légitime depuis 1968.

Ont donc été exclues du champ les femmes séparées ou divorcées dont on ignore la date de déparation ou de divorce. On a exclu également les cas de rupture trop anciens.

L'échantillon est tiré de l'Enquête Famille de 1982 ; il n'est donc pas limité aux communes de l'échantillon maître de l'INSEE. Pour en réduire la dispersion géographique, on a opéré à un tirage aréolaire dont la nature des unités primaires (ou grappes) diffère selon le degré d'urbanisation de la commune.

- dans les communes rurales, l'unité primaire est le canton (du moins sa partie rurale)

- dans les petites et moyennes agglomérations, (moins de 100 000 habitants) l'unité primaire est l'agglomération

- dans les grandes agglomérations, l'unité primaire est le district de l'Enquête Famille

Dans chaque unité tirée, on enquêtera l'ensemble des femmes de l'Enquête Famille appartenant au champ de l'enquête Ined. Leur dossier peut figurer aussi bien dans le 1/20 ou le 1/5 que dans les 3/4 du recensement. Cette contrainte du tirage a encore pour but d'accroître la taille des grappes enquêtées.

TAUX DE RÉPONSE

Nombre de questionnaires recueillis : 2300

Collecte des données

DATES DE COLLECTE

Début	Fin	Cycle
1985-11	1985-12	Enquête

PÉRIODE COUVERTE PAR LES DONNÉES

Début	Fin
1985	1985

MODE DE COLLECTE

Entretien en face-à-face : papier et crayon (PAPI)

Questionnaires

INSTRUMENT DE COLLECTE

Questionnaire structuré

Le questionnaire contient 16 parties portant sur :

- A - Les unions de l'enquêtée ;
- B - L'union avant la séparation, l'ancien conjoint ;
- C - La formation et la vie professionnelle de l'enquêtée ;
- D - La séparation ;
- E - Le logement et la séparation ;
- F - Le partage des biens ;
- G - Les relations familiales et la séparation ;
- H - Les enfants de l'enquêtée ;
- I - Les enfants et la séparation ;
- J - Parents et enfants depuis la séparation ;
- K - Pensions alimentaires ;
- L - Le réseau familial depuis la séparation ;
- M - Opinions ;
- N - Le conjoint actuel de l'enquêtée ;
- O - La composition du ménage ;
- P - Les ressources.

Conditions d'accès

FORMULAIRE DE CONFIDENTIALITÉ

Si la demande est acceptée, cela conduit à la signature d'un engagement individuel à destination de l'Ined, et d'un engagement de confidentialité à destination du Comité du Secret Statistique. Ces engagements requièrent : -D'utiliser les données exclusivement dans une finalité de recherche ; -De ne pas céder ces données, sous quelque forme que ce soit, à une tierce personne, que ce soit à titre gratuit ou onéreux ; -De traiter ces données conformément aux règles de l'art et du secret statistique ; -De mentionner la source des données dans mes communications, publications... conformément au modèle de citation pour l'utilisation des données (cf. ci-après) ; -D'informer le diffuseur de mes communications, publications... et lui en faire parvenir les références ; -D'informer le diffuseur des constats relatifs à la qualité des données ou à leur difficulté d'utilisation ; -D'informer le diffuseur de toute réutilisation des données pour une autre recherche que celle spécifiée ci-dessus ; -De détruire les fichiers à l'issue du travail de recherche ; -De respecter la réglementation en matière de protection des données personnelles.

CONDITIONS

L'acceptation de la demande faite sur le portail de commande de Quetelet-PROGEDO-Diffusion dépend du statut de l'utilisateur, de la présence d'une adresse e-mail institutionnelle et d'un projet de recherche. Si la demande est acceptée, cela conduit à la signature d'un engagement individuel à destination de l'Ined, et d'un engagement de confidentialité à destination du Comité du Secret Statistique. Si les données sont analysées de manière collective, tous les membres du groupe de travail doivent faire une demande d'accès.

RESTRICTIONS D'ACCÈS

Les fichiers diffusés dans le cadre de Quetelet-PROGEDO-Diffusion sont accessibles aux chercheurs français et étrangers, doctorants, post-doctorants, et étudiants de master à des fins de recherche, de production scientifique et dans certains cas d'enseignement. Toute utilisation commerciale est exclue.

Les critères d'une finalité de recherche sont la production ou reproduction, dans un but de validation de connaissances nouvelles de portée générale. Les résultats sont publics et libres de diffusion.

CONTACT

Nom	Affiliation	Email
BARON Julie	Ined	enquetes@ined.fr

LOCALISATION DES DONNÉES

Quetelet Progedo Diffusion

ARCHIVE D'ORIGINE

DataLab - Service des Enquêtes et Sondages - Ined

Responsabilité

CLAUSE DE NON RESPONSABILITÉ

L'Ined ne peut être tenu responsable des interprétations ou déductions faites à partir de l'utilisation des données.

Production des métadonnées

IDENTIFIANT

IE0166 10.48756/ined-IE0166-1130

PRODUCTEUR(S)

Affiliation
Service des enquêtes et des sondages, Ined

DATE DE PRODUCTION DES MÉTADONNÉES

2010-01-05

VERSION

Version 1.0 (2011-07-26)

Version 2.0 (2021-08-25) : Mise en conformité avec le CESSDA, enrichissement des métadonnées

Dictionnaire de données

Fichier de données	Cas	Variables
IE0166_N Pour obtenir les données de l'enquête, voir l'onglet "Accéder aux données".	0	0

Documentation de l'étude

Questionnaires

Questionnaire

Titre Questionnaire
Nom du fichier IE0166_Q.pdf

Fiche adresse

Titre Fiche adresse
Nom du fichier IE0166Q_FicheAdresse.pdf

Livret de listes réponses

Titre Livret de listes réponses
Nom du fichier IE0166Q_ListesReponses.pdf

Autres ressources

Feuille sur la nouvelle loi

Titre Feuille sur la nouvelle loi
Description Feuille que les enquêteurs devaient laisser aux enquêtées après l'entretien. Elle renseigne sur les droits et sur les démarches à entreprendre en cas d'impayés des pensions.
Nom du fichier IE0166_A.pdf

Instructions aux enquêteurs

Titre Instructions aux enquêteurs
Nom du fichier IE0166_I.pdf

Publication de référence (1)

Titre Publication de référence (1)
Nom du fichier https://www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1988_num_43_3_17121

Publication de référence (2)

Titre Publication de référence (2)
Nom du fichier <https://doi.org/10.3406/caf.1986.1225>

Publication de référence (3)

Titre Publication de référence (3)

Nom du fichier <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/34-millions-de-personnes-sans-emploi/>
